



Assemblée générale Conseil économique et social

Distr. générale
7 juillet 2017
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante et onzième session
Point 19 de l'ordre du jour
Développement durable

Conseil économique et social
Session de 2017
28 juillet 2016-27 juillet 2017
Points 5 a) et 6 de l'ordre du jour

Débat de haut niveau : réunion ministérielle du Forum politique de haut niveau pour le développement durable organisée sous les auspices du Conseil économique et social

Forum politique de haut niveau pour le développement durable, organisé sous les auspices du Conseil économique et social

Lettres identiques datées du 7 juillet 2017, adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil économique et social par le Représentant permanent de l'Arménie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris pour dénoncer la politisation excessive de l'examen national volontaire faite par l'Azerbaïdjan lors du Forum politique de haut niveau sur le développement durable, en 2017.

Manipulant le processus ô combien important de l'examen national volontaire, l'Azerbaïdjan livre une déformation éhontée des faits concernant l'histoire et l'état actuel du règlement du conflit du Haut-Karabakh. Blâmer son voisin pour sa propre incapacité d'honorer ses engagements, tant au niveau national qu'international, est désormais monnaie courante pour un Azerbaïdjan riche en pétrole, mais pauvre en gouvernance. Or, les exemples ci-après montrent que c'est le triste bilan de Bakou en matière de gouvernance qu'il faudrait blâmer pour l'incapacité de l'Azerbaïdjan de veiller, comme il se doit, au bien-être de sa population.

Actuellement, l'Azerbaïdjan est tributaire à 95 % du pétrole et du gaz pour ses exportations¹. Amnesty International fait observer que, « [d]épendant essentiellement du pétrole, l'économie de l'Azerbaïdjan a beaucoup souffert de la chute des cours

¹ Voir <https://www.ft.com/content/b74409b2-be99-11e4-8036-00144feab7de?mhq5j=e1>.



de cette matière première et de la dévaluation de la monnaie nationale, le manat, qui a perdu la moitié de sa valeur. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté, sans que les salaires suivent »². La Banque mondiale, quant à elle, relève que 2016 a été une année de récession économique pour l'Azerbaïdjan. L'inflation a atteint un taux de 15,6 % par an, provoquée principalement par la dévaluation du manat et la hausse des prix intérieurs. L'investissement et la consommation ont fortement chuté du fait d'une forte baisse de l'investissement public, d'un secteur bancaire en détresse et d'une chute des revenus réels. Elle note en outre que les conditions actuelles ne semblent pas propices à une réduction notable de la pauvreté³.

Selon l'organisation Freedom House, l'Azerbaïdjan demeure un État « profondément autoritaire », dont le pouvoir exécutif a pris, ces dernières années, de nouvelles mesures agressives pour faire taire toute critique et toute opposition, dans un contexte de crise économique galopante⁴. La plateforme d'investigation Organised Crime and Corruption Reporting Project recense des informations troublantes sur les malversations dont s'est rendue coupable l'élite dirigeante azerbaïdjanaise⁵.

Le bilan en matière des droits de l'homme est particulièrement déplorable en Azerbaïdjan. Ainsi, l'organisation Human Rights Watch dénonce, sans ambages, le fait que le Gouvernement azerbaïdjanais continue de réprimer dans la violence toute critique et toute dissidence. Le militantisme indépendant, le journalisme critique et l'activité politique de l'opposition sont pratiquement étouffés par les arrestations et condamnations de nombreux militants, défenseurs des droits de l'homme et journalistes ainsi que par des lois et règlements qui restreignent les activités des groupes indépendants et leur capacité d'obtenir des fonds⁶.

En 2015, le Comité contre la torture s'est dit préoccupé de voir que « la torture et les mauvais traitements sont couramment utilisés par les forces de l'ordre et les autorités chargées des enquêtes, ou bien à leur instigation ou avec leur consentement, généralement dans le but d'extorquer des aveux ou des informations aux fins de l'action pénale » (voir [CAT/C/AZE/CO/4](#), par. 8). Ces pratiques, qui constituent un abus de pouvoir, sont des violations de l'état de droit que l'Azerbaïdjan a pourtant accepté de respecter.

Dans son récent rapport, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme dresse une liste des nombreux problèmes systémiques de l'Azerbaïdjan, qu'il a recensés lors de sa visite dans le pays, du 14 au 22 septembre 2016 (voir [A/HRC/34/52/Add.3](#)). Il y décrit de graves manquements en ce qui concerne le cadre de la société civile et une intensification de la répression à son encontre. Le système politique serait de plus en plus autoritaire et la corruption largement perçue comme endémique et profondément institutionnalisée, répandue dans tous les domaines de la vie publique, caractérisée par un clientélisme politique tenace et une généralisation des conflits d'intérêts étroitement liés à l'élite politique. Le Rapporteur spécial est profondément préoccupé par les actes d'intimidation visant les familles et les proches des défenseurs actifs à l'étranger, proches qui ont parfois été victimes de poursuites. Dans son rapport, le Rapporteur spécial conclut

² Voir <https://www.amnesty.org/fr/countries/europe-and-central-asia/azerbaijan/report-azerbaijan/>.

³ Voir <http://pubdocs.worldbank.org/en/187821492616164862/Azerbaijan-Snapshot-19Apr2017.pdf>.

⁴ Voir <https://freedomhouse.org/report/nations-transit/2016/azerbaijan>.

⁵ Voir <https://www.occrp.org/en/corruptistan/azerbaijan/>.

⁶ Voir <https://www.hrw.org/europe/central-asia/azerbaijan>.

que, depuis quelques années, la société civile en Azerbaïdjan vit la pire situation jamais vue depuis l'indépendance et se dit alarmée de constater que les défenseurs des droits de l'homme évoluent de plus en plus dans un environnement réprobateur qui entrave fortement leurs activités (ibid., par. 111). De surcroît, poursuit-il, les défenseurs des droits de l'homme sont de plus en plus menacés, une législation aux restrictions croissantes, un manque d'accès à la justice et une diabolisation de leur travail de la part des autorités gouvernementales suscitant en eux un sentiment d'insécurité (ibid., par. 114).

Constatant que la répression que subit la société civile azerbaïdjanaise est contraire aux engagements pris par le pays, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives – coalition internationale œuvrant à promouvoir une meilleure gouvernance des pays riches en ressources – a expulsé l'Azerbaïdjan de ses rangs pour manquement à ses normes et aux valeurs que le pays s'était lui-même engagé à défendre⁷. C'est la première fois que l'Initiative prend cette mesure à l'encontre d'un pays. De même, le Comité directeur du Partenariat pour le gouvernement ouvert, initiative multilatérale visant à obtenir des gouvernements l'engagement concret de renforcer la transparence et la gouvernance, a voté en faveur de la suspension de l'Azerbaïdjan en raison de la persistance de préoccupations graves concernant plus exactement des entraves imposées aux conditions de travail des organisations non gouvernementales⁸.

La présente lettre s'allongerait considérablement si l'on voulait rendre compte des niveaux effroyables atteints par la corruption et les violations des droits de l'homme en Azerbaïdjan. Les organisations des droits de l'homme et les groupes de lutte contre la corruption, dont Amnesty International⁹ et Transparency International¹⁰, ont à plusieurs reprises demandé une enquête indépendante sur la manière dont des fonds suspects provenant d'Azerbaïdjan influaient sur les décisions prises dans les instances internationales. Récemment encore, le Conseil de l'Europe a ouvert une enquête sur une affaire de corruption impliquant l'Azerbaïdjan¹¹. C'est là une nouvelle preuve de la politique profondément trouble de l'Azerbaïdjan, qui représente un obstacle fondamental au développement durable du pays.

Lors des années marquées par l'envolée du pétrole, une grande partie des recettes ainsi générées a été consacrée à des projets extravagants et à un étalage de prodigalités pour le moins discutables¹². Le budget militaire s'est élevé à près de 4 milliards de dollars par an, tandis que d'autres secteurs – en particulier ceux qui sont essentiels à l'atténuation de la pauvreté et au bien-être social – ont été beaucoup plus négligés par les investissements (ibid.).

Dans ses examens nationaux volontaires, l'Azerbaïdjan s'efforce sciemment, une fois de plus, de nier toute responsabilité pour ses politiques. Dans un souci de

⁷ Voir <https://eiti.org/azerbaijan>.

⁸ Voir <http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/attachments/OGPSteeringCommitteeResolutiononAzerbaijan-2.pdf>.

⁹ Voir <https://www.amnesty.org/fr/documents/document/?indexNumber=eur55%2f5556%2f2017&language=enhttps://www.amnesty.org/en/documents/eur55/5556/2017/en/>.

¹⁰ Voir <http://transparency.eu/coe-vote-buying/>.

¹¹ Voir <https://www.occrp.org/en/daily/6523-council-of-europe-begins-internal-corruption-probe-over-azerbaijan>.

¹² Voir <http://carnegieeurope.eu/2016/09/23/azerbaijan-at-twenty-five-new-era-of-change-and-turbulence-pub-64671>.

dissimulation, les autorités azerbaïdjanaises préfèrent rejeter la faute de leurs échecs monumentaux sur l'Arménie, propageant la haine envers les Arméniens en recourant à l'image pratique d'un « ennemi utile », optant ainsi pour l'option non viable du mensonge.

La politique de haine et de discrimination menée par le Gouvernement azerbaïdjanais à l'encontre des Arméniens a toujours été dénoncée et portée à l'attention de la communauté internationale. La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance, organe indépendant de surveillance des droits de l'homme créé par le Conseil de l'Europe, signale, dans son rapport publié en 2016, qu'« [e]n ce qui concerne les nombreux cas de discours de haine visant les Arméniens, il est manifeste qu'ils participent d'une politique de durcissement de la confrontation au sujet du conflit relatif au Haut-Karabakh »¹³. Le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, dans ses observations finales concernant le rapport de l'Azerbaïdjan de mai 2016, « se déclare préoccupé par les propos provocateurs répétés et impunis tenus par des personnalités politiques concernant le conflit du Haut-Karabakh et par leurs effets négatifs sur la façon dont l'opinion publique considère les Arméniens de souche » (voir [CERD/C/AZE/CO/7-9](#), par. 27).

L'Arménie se félicite de l'appui indéfectible que le système des Nations Unies et le Secrétaire général continuent d'apporter au format, convenu sur le plan international, des négociations visant au règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh sous les auspices des coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Il est essentiel que la communauté internationale renforce son appui à ces négociations afin de faire face aux tentatives visant à rechercher les médiateurs les plus favorables et à donner des interprétations déséquilibrées des causes et des conséquences du conflit.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 19 de l'ordre du jour, et du Conseil économique et social, au titre des points 5 a) et 6, et comme document officiel du Forum politique de haut niveau pour le développement durable, qui se tiendra du 10 au 19 juillet 2017.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Zohrab **Mnatsakanyan**

¹³ Voir <http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/ecri/Country-by-country/Azerbaijan/AZE-CbC-V-2016-017-fre.pdf>.